



La colère est légitime: non à la répression !

Après avoir présenté un projet de loi brutal et injuste, le gouvernement a choisi d'ignorer les millions de travailleurs et de travailleuses qui se mobilisent depuis le 19 janvier ainsi que l'écrasante majorité de la population.

Le projet de loi d'Emmanuel Macron était déjà largement minoritaire dans l'opinion, le 49.3 démontre qu'il l'est aussi à l'Assemblée.

La contre-réforme des retraites n'a aucune légitimité et doit être définitivement abandonnée comme l'avait été le CPE.

Dans ce contexte, Macron continue les provocations, considérant que « *la foule n'a pas de légitimité face au peuple qui s'exprime à travers ses élus* ». Son allocution du 22 mars est marquée du sceau de la condescendance et du mépris.

La contestation se propage de manière massive et sous différentes formes partout en France, tant la colère après cet énième épisode de déni démocratique et de brutalité du pouvoir est grande. La nouvelle journée de grève historique du 23 mars, marquée par des chiffres records, est bien le signe que notre combat n'est pas prêt de s'arrêter.

Pourtant, face à cette lutte légitime, nous assistons à un véritable déferlement de brutalité policière et de remise en cause du droit de grève.

Avec force, l'intersyndicale dénonce les violences des forces de l'ordre dans des manifestations et rassemblements organisés ces derniers jours. Le gouvernement oblige les salariés à reprendre le travail par la réquisition et par la force en délogeant les grévistes qui pourtant sont sur leur site de travail, en utilisant tous les moyens mis à leurs dispositions tel que des grenades à gaz lacrymogène, des flash Balls ou encore des grenades assourdissantes. Il multiplie les pratiques de maintien de l'ordre violentes, des nasses sans sommations, de matraquage aveugle, des centaines d'arrestations et des gardes à vues arbitraires.

L'intersyndicale condamne fermement cette répression et exige l'absence de poursuites judiciaires, et demande la libération des personnes inculpées dans le cadre de ce mouvement.

La violence n'est pas du fait des grévistes et des manifestant.e.s, mais bien de ce gouvernement qui bafoue la volonté des travailleuses et travailleurs de ne pas mourir au travail, d'avoir des services publics de proximité, de pouvoir vivre dignement de son salaire et de ne pas se retrouver au chômage.

L'intersyndicale appelle tous les personnels à s'organiser dans toutes les écoles et établissements scolaires, pour faire de la prochaine journée de grève du 28 mars une journée massive.